



AVIS DE VACANCE

EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires, au plus tard le
21/10/2020, au SGAE à

Dominique CHARNASSE, adjoint au secteur

dominique.charnasse@sgae.gouv.fr

Simon LOREAL, adjoint au secteur

simon.loreal@sgae.gouv.fr

Copie à Clara AUGEREAU, chef du secteur « Coordination, communication, relations publiques et influence »

clara.augereau@sgae.gouv.fr

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	TAXUD-A-3
Chef d'unité : Adresse e-mail : Téléphone : Poste	Gaëtan Nicodème Gaëtan.Nicodeme@ec.europa.eu +32229-69751 Gestion des risques et de la sécurité dans le domaine de la douane
Nombre de postes disponibles: Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée : Lieu d'affectation :	1 1^{er} trimestre 2021¹ 2 ans¹ <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre:
	<input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
Cet avis est également ouvert	
<input type="checkbox"/> aux pays AELE suivants : <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)	
<input type="checkbox"/> aux pays tiers suivants:	
<input type="checkbox"/> aux organisations intergouvernementales suivantes:	

1. Nature des fonctions

TAXUD/A3 est l'unité responsable de la gestion des risques et de la sécurité dans le domaine de la douane.

Une de ses priorités est le programme d'Opérateur Economique Agréé de l'UE (OEA) et ses politiques d'autorisation. Le renforcement du programme ainsi que d'une mise en œuvre rigoureuse et harmonisée, permettront d'utiliser le concept d'OEA comme un instrument fiable pour la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et le soutien de la gestion des risques.

Le renforcement du programme des OEA comprend particulièrement le suivi de la mise en œuvre des actions développées par le groupe de travail *AEO Network*, afin d'assurer la bonne application et la conformité du programme. Cela inclut principalement les missions d'investigation, le développement des directrices de surveillance complémentaires, les contrôles internes et toute autre action utile à la bonne application et le suivi du processus de gestion des autorisations des OEA. Ceci requiert également la préparation des amendements

¹ Les précisions liées à la date de prise de fonctions et à la durée du détachement sont données à titre indicatif uniquement (article 4 de la décision END).

législatifs et une mise à jour exhaustive des lignes directrices des OEA. Il sera également nécessaire de travailler dans la finalisation des développements techniques en ce qui concerne EOS (Economic Operators Systems) et eAEO. Le renforcement couvre aussi la comparaison avec d'autres programmes et législations des OEA des pays tiers.

Principales tâches à accomplir par l'expert national détaché :

- Préparation des amendements législatifs
- Préparation de la mise à jour exhaustive des recommandations et des lignes directrices AEO
- Assurer la gestion et le développement d'EOS et eAEO
- Contribuer aux *Customs Union Performance* (CUP) en ce qui concerne les données des OEA et développer davantage l'évaluation des résultats des processus des OEA
- Comparaison avec les législations existantes dans les pays tiers.

2. Qualifications requises

a) Critères d'éligibilité

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins trois ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

b) Critères de sélection

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s) : droit, économie, commerce, administration ou similaire.

Expérience professionnelle

Au moins trois ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la douane et dans le programme des OEA; connaissance de la législation et des lignes directrices du programme des OEA de l'UE ainsi que les aspects opérationnels des processus d'application et de gestion des OEA ; connaissance approfondie des systèmes EOS (Economic Operators' Systems) et eAEO (Trader Portal) et en particulier des méthodes de travail des OEA ; une expérience professionnelle en tant que chef de projet national pour les aspects législatifs et procéduraux des OEA est fortement souhaité. Des connaissances en simplification douanières serait un atout supplémentaire.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

La langue de travail principale dans le domaine étant l'anglais, une très bonne connaissance de l'anglais (parlé, écrit et lu) est un prérequis incontournable. La connaissance d'une autre langue européenne serait un atout.

3. Soumission des candidatures et procédure de sélection

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

4. Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fautive pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

5. Traitement des données à caractère personnel

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

Informations de contact

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, HR-MAIL-B4@ec.europa.eu.

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données (edps@edps.europa.eu) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.